

Fin 2016, 804 000 personnes bénéficient d'une pension d'invalidité dans un des régimes de base interrogés dans l'enquête annuelle auprès des caisses de retraite (EACR). Parmi elles, 653 000 perçoivent une pension d'invalidité du régime général, versée par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Les nouveaux titulaires de pensions d'invalidité ont en moyenne plus de 51 ans dans la plupart des régimes. La part de bénéficiaires d'une pension d'invalidité de droit direct dans la population française s'accroît avec l'âge. À 61 ans, elle atteint 9 %. Le montant versé dépend de la catégorie d'invalidité. Au régime général, il s'échelonne, en moyenne, de 510 euros par mois pour les invalides en mesure d'exercer une activité rémunérée à 1 770 euros pour les plus dépendants. Il varie aussi selon les régimes.

### Différentes règles d'application selon les régimes

Au 31 décembre 2016, les régimes de base interrogés dans l'EACR comptent 804 000 bénéficiaires d'une pension d'invalidité de droit direct (voir fiche 21). Parmi eux, 653 000 personnes perçoivent une pension d'invalidité du régime général, 27 000 de la MSA salariés et 77 000 des régimes de la fonction publique<sup>1</sup> (tableau 1).

Au régime général et à la MSA salariés, près des trois quarts des pensions d'invalidité sont versées aux personnes qui ne peuvent pas exercer une activité professionnelle, mais qui n'ont pas besoin d'assistance dans la vie quotidienne (catégorie 2) [voir fiche 21]. Au RSI<sup>2</sup> et à la MSA non-salariés, la part des pensions d'invalidité versées aux personnes qui peuvent exercer une activité professionnelle (catégorie 1) est élevée : elle varie de 41 % à 68 % selon les régimes. Dans les régimes spéciaux et la fonction publique, les personnes percevant une pension d'invalidité ne sont pas classées selon les catégories définies dans le régime général.

Les nouveaux bénéficiaires d'une pension d'invalidité relèvent plus souvent de la catégorie 1 (invalides

pouvant exercer une activité rémunérée) que l'ensemble des bénéficiaires de prestations d'invalidité (tableau 2). L'écart s'explique notamment par le fait que le classement dans une catégorie peut être révisé si l'état de santé de la personne se dégrade.

### 9 % de la population âgée de 61 ans est bénéficiaire d'une pension d'invalidité

Le nombre de bénéficiaires d'une pension d'invalidité de droit direct est croissant avec l'âge. Fin 2016, il passe de 7 600 pensionnés ayant 40 ans à 73 500 ayant 61 ans (graphique 1). Ainsi, la part de bénéficiaires dans la population augmente avec l'âge pour atteindre 9 % pour les personnes de 61 ans, soit juste avant l'âge d'ouverture des droits à retraite. À partir de 62 ans, cette part est faible dans la mesure où les pensions d'invalidité sont transformées en pension de retraite à l'âge d'ouverture des droits pour les personnes n'exerçant plus d'emploi<sup>3</sup>.

Au fil des âges, la structure par catégorie se modifie : la part de pensionnés de catégorie 1 diminue au profit de la catégorie 2. En effet, les nouveaux bénéficiaires entrent davantage en catégorie 2 pour les âges

1. Sur l'ensemble des pensions versées au titre de l'invalidité, 449 000 relèvent de la fonction publique : seules les 77 000 d'entre elles versées au titre d'un droit direct à des personnes n'ayant pas atteint l'âge légal minimal de départ à la retraite sont étudiées dans cette fiche, les autres étant classées en pensions de retraite. Parmi ces 449 000 pensions, la part des pensions de réversion versées s'établit à 41 % à la CNRACL, à 39 % dans la fonction publique militaire de l'État et à 50 % dans la fonction publique civile de l'État.

2. De nombreux reclassements en catégorie 2 depuis la catégorie 1 ont eu lieu dans les deux branches du RSI en 2016. Cela explique les variations des parts d'invalides de catégorie 1 et de catégorie 2 entre 2015 et 2016.

3. Et à l'exception de la fonction publique et de certains régimes spéciaux. Les pensionnés d'invalidité de ces régimes ayant dépassé 62 ans sont toutefois considérés comme retraités dans cette analyse.

**Tableau 1 Bénéficiaires de pensions d'invalidité en 2016**

	Bénéficiaires d'une pension d'invalidité de droit direct			Nombre de pensions y compris pensions de réversion (en milliers)	Répartition (en %)				
	Effectifs (en milliers)	Âge moyen (en années)	Part des femmes (en %)		Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Autres pensions d'invalidité de droit direct	Pension de réversion
<b>Régimes dans le champ de l'invalidité retenu par la DREES<sup>1</sup></b>	<b>803,9</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime général (CNAMTS)	653,0	53,0	54,8	654,3	24,1	73,6	2,1	-	0,2
MSA salariés	27,1	53,3	42,4	27,1	25,4	71,9	2,6	-	0,1
MSA non-salariés	11,7	55,4	35,3	11,7	40,7	56,5	2,8	-	-
RSI commerçants	13,7	53,8	38,3	13,7	55,9	40,3	3,8	-	-
RSI artisans	19,0	53,5	19,3	19,0	68,1	30,0	1,9	-	-
CNIEG	2,0	51,4	55,4	2,0	33,9	63,5	2,7	-	-
CRPCEN	0,9	51,9	88,2	0,9	32,9	64,8	2,2	-	-
Cavimac	<0,05	53,0	48,9	<0,05	ns	ns	ns	-	-
F. P. civile de l'État (jusqu'à l'âge légal d'ouverture des droits)	22,6	56,3	57,9	22,6	-	-	-	100,0	-
F. P. militaire de l'État (jusqu'à l'âge légal d'ouverture des droits)	15,2	33,3	14,8	15,2	-	-	-	100,0	-
CNRACL (jusqu'à l'âge légal d'ouverture des droits)	38,9	55,7	67,2	38,9	-	-	-	100,0	-
<b>Régimes partiellement ou intégralement hors du champ de l'invalidité retenu par la DREES<sup>1</sup></b>									
F. P. civile de l'État (toutes pensions d'invalidité)	102,9	69,5	63,6	207,3	-	-	-	49,6	50,4
F. P. militaire de l'État (toutes pensions d'invalidité)	24,5	52,6	11,7	40,3	-	-	-	60,9	39,1
CNRACL (toutes pensions d'invalidité)	119,5	66,5	70,2	201,8	-	-	-	59,2	40,8
SNCF (toutes pensions d'invalidité) <sup>2</sup>	11,6	67,9	27,7	30,7	0,1	0,3	0,1	37,3	62,2
RATP (toutes pensions d'invalidité) <sup>2</sup>	2,7	63,3	30,4	3,6	0,4	3,3	0,6	70,0	25,7

F. P. : fonction publique ; ns : non significatif.

1. Afin d'assurer une bonne comparabilité entre régimes, une convention est appliquée : les anciens fonctionnaires reconnus invalides sont considérés comme bénéficiaires d'une pension d'invalidité avant l'âge d'ouverture des droits à la retraite, puis d'une pension de retraite après cet âge. À la SNCF et à la RATP, compte tenu de la part élevée des départs anticipés, l'ensemble des pensions d'invalidité sont considérées comme des pensions de retraite (voir fiche 21).

2. Dans les régimes de la SNCF et de la RATP, des pensions d'invalidité relevant de la législation du régime général sont versées aux assurés qui n'ont pas été affiliés suffisamment longtemps au régime. Certaines personnes sont classées comme percevant une pension de réforme (colonne autres pensions d'invalidité), mais reçoivent également une pension de catégorie 1, 2 ou 3.

**Champ** > Bénéficiaires d'une pension d'invalidité, vivants au 31 décembre 2016.

**Source** > DREES, EACR.

avancés et certains invalides changent de catégorie en raison de la dégradation de leur état de santé.

Excepté dans la fonction publique militaire de l'État, à la RATP et à la CRPCEN, l'âge moyen des nouveaux bénéficiaires d'une pension d'invalidité en 2016 dépasse 50 ans (51,3 ans au régime général). Celui de l'ensemble des bénéficiaires est proche de 53 ans ou lui est supérieur dans la plupart des régimes (53 ans au régime général). Dans la fonction publique militaire, les bénéficiaires sont nettement plus jeunes que dans les autres régimes : les titulaires ont 33 ans en moyenne et les nouveaux bénéficiaires 29 ans.

### La part des femmes parmi les invalides correspond à la structure par sexe des régimes

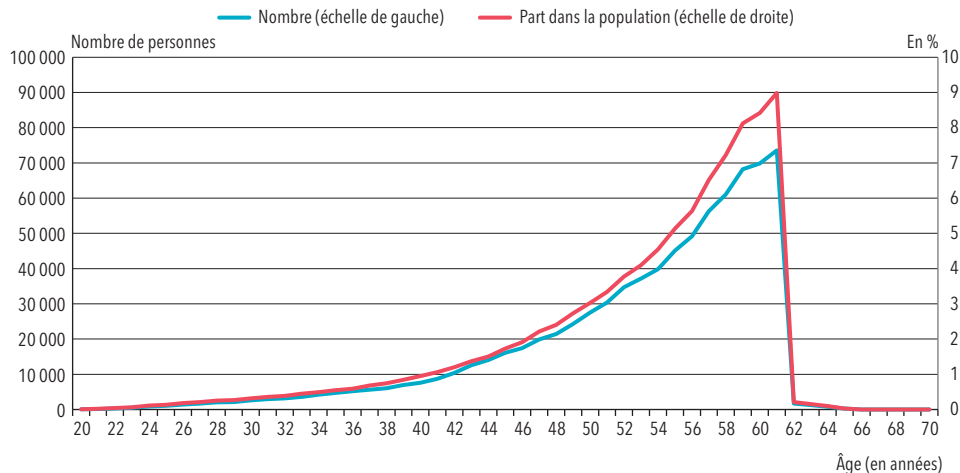
Parmi l'ensemble des bénéficiaires d'une pension d'invalidité, la part des femmes est faible dans la

fonction publique militaire de l'État (15 %) et au RSI artisans (19 %), tandis qu'elle atteint 88 % à la CRPCEN (tableau 1). La part des femmes parmi les invalides est proche de la part des femmes observée parmi les nouveaux retraités de droit direct<sup>4</sup> (voir fiche 2). Ainsi, au régime général, 55 % des bénéficiaires d'une pension d'invalidité sont des femmes, contre 51 % parmi les nouveaux retraités d'un droit direct.

### Un montant versé très variable selon le degré d'invalidité

La pension d'invalidité vise à compenser la réduction ou la perte de rémunération due à l'invalidité et à indemniser en partie l'éventuel recours à une aide. En 2016, au régime général, son montant est de 740 euros par mois en moyenne ; il dépend toutefois de la catégorie d'invalidité attribuée en fonction de la capacité à exercer une activité professionnelle (tableau 3). Le montant mensuel moyen versé aux

## Graphique 1 Nombre et part dans la population des bénéficiaires de pension d'invalidité de droit direct par âge, en 2016



**Note >** Les anciens fonctionnaires reconnus invalides sont considérés comme bénéficiaires d'une pension d'invalidité avant l'âge d'ouverture des droits à la retraite, puis d'une pension de retraite après cet âge. À la SNCF et à la RATP, compte tenu de la part élevée des départs anticipés, l'ensemble des pensions d'invalidité sont considérées comme des pensions de retraite (voir fiche 21). Pour calculer la part de bénéficiaires dans la population, leur nombre a été rapporté à la population française. Certains d'entre eux peuvent toutefois résider à l'étranger.

**Champ >** Bénéficiaires d'une pension d'invalidité de droit direct en 2016, vivants au 31 décembre 2016.

**Sources >** DREES, EACR ; estimations de population de l'Insee (résultats provisoires à fin 2016).

4. La part des femmes parmi les nouveaux retraités est utilisée ici pour la comparaison. En effet, elle ne dépend pas de la différence d'espérance de vie entre les femmes et les hommes, contrairement à la part des femmes parmi l'ensemble des retraités.

**Tableau 2 Nouveaux bénéficiaires de pensions d'invalidité en 2016**

	Nouveaux bénéficiaires d'une pension d'invalidité de droit direct			Nombre de pensions (en milliers)	Répartition (en %)				
	Effectifs (en milliers)	Âge moyen (en années)	Part des femmes (en %)		Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Autres pensions d'invalidité de droit direct	Pension de réversion
<b>Régimes dans le champ de l'invalidité retenu par la DREES<sup>1</sup></b>	<b>99,8</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime général (CNAMTS)	80,3	51,3	54,7	80,3	32,6	66,6	0,7	-	0,1
MSA salariés	3,5	51,8	43,4	3,5	32,6	66,1	1,2	-	0,1
MSA non-salariés	1,6	54,5	34,8	1,6	48,6	50,6	0,8	-	-
RSI commerçants	2,1	53,0	37,1	2,1	57,0	41,8	1,2	-	-
RSI artisans	3,0	52,4	20,6	3,0	63,3	35,7	1,0	-	-
CNIEG	0,1	51,7	59,4	0,1	44,5	53,1	2,3	-	-
CRPCEN	0,1	49,2	91,6	0,1	47,4	52,6	-	-	-
Cavimac	<0,05	ns	ns	ns	ns	ns	ns	-	-
F. P. civile de l'État (jusqu'à l'âge légal d'ouverture des droits)	2,5	55,7	57,4	2,5	-	-	-	100,0	-
F. P. militaire de l'État (jusqu'à l'âge légal d'ouverture des droits)	1,4	28,6	16,5	1,4	-	-	-	100,0	-
CNRACL (jusqu'à l'âge légal d'ouverture des droits)	5,2	54,8	64,1	5,2	-	-	-	100,0	-
<b>Régimes partiellement ou intégralement hors du champ de l'invalidité retenu par la DREES<sup>1</sup></b>									
F. P. civile de l'État (toutes pensions d'invalidité)	3,2	57,3	58,0	6,3	-	-	-	51,2	48,8
F. P. militaire de l'État (toutes pensions d'invalidité)	1,4	28,6	16,5	1,8	-	-	-	77,0	23,0
CNRACL (toutes pensions d'invalidité)	6,0	55,9	64,5	9,3	-	-	-	64,5	35,5
SNCF (toutes pensions d'invalidité) <sup>2</sup>	0,3	52,9	27,1	0,8	-	0,7	-	33,3	65,9
RATP (toutes pensions d'invalidité) <sup>2</sup>	<0,05	47,4	27,0	0,1	ns	ns	ns	59,1	32,3

F. P. : fonction publique ; ns : non significatif.

1. Afin d'assurer une bonne comparabilité entre régimes, une convention est appliquée : les anciens fonctionnaires reconnus invalides sont considérés comme bénéficiaires d'une pension d'invalidité avant l'âge d'ouverture des droits à la retraite, puis d'une pension de retraite après cet âge. À la SNCF et à la RATP, compte tenu de la part élevée des départs anticipés, l'ensemble des pensions d'invalidité sont considérées comme des pensions de retraite (voir fiche 21).

2. Dans les régimes de la SNCF et de la RATP, des pensions d'invalidité relevant de la législation du régime général sont versées aux assurés qui n'ont pas été affiliés suffisamment longtemps au régime. Certaines personnes sont classées comme percevant une pension de réforme (colonne autres pensions d'invalidité), mais reçoivent également une pension de catégorie 1, 2 ou 3.

**Champ** > Bénéficiaires ayant acquis une pension d'invalidité en 2016, vivants au 31 décembre 2016.

**Source** > DREES, EACR.

**Tableau 3** Montant mensuel moyen des pensions d'invalidité en 2016

En euros

	Pension d'invalidité de droit direct	Ratio entre la pension des femmes et des hommes, hors pensions de réversion (en %)	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Autres pensions d'invalidité de droit direct	Pension de réversion
<b>Régimes dans le champ de l'invalidité retenu par la DREES<sup>1</sup></b>							
Régime général (CNAMTS)	740	78,7	510	790	1 770	-	440
MSA salariés	690	88,2	460	730	1 710	-	280
MSA non-salariés	360	96,4	280	360	1 470	-	-
RSI commerçants	710	86,4	530	840	1 880	-	-
RSI artisans	730	78,8	620	920	1 950	-	-
CNIEG	1 840	91,1	1 140	2 150	3 390	-	-
CRPCEN	1 170	93,7	1 010	1 230	1 990	-	-
Cavimac	610	ns	ns	ns	ns	-	-
F. P. civile de l'État (jusqu'à l'âge légal d'ouverture des droits)	1 230	93,2	-	-	-	1 230	-
F. P. militaire de l'État (jusqu'à l'âge légal d'ouverture des droits)	360	105,4	-	-	-	360	-
CNRACL (jusqu'à l'âge légal d'ouverture des droits)	910	95,9	-	-	-	910	-
<b>Régimes partiellement ou intégralement hors du champ de l'invalidité retenu par la DREES<sup>1</sup></b>							
F. P. civile de l'État (toutes pensions d'invalidité)	1 490	91,4	-	-	-	1 490	730
F. P. militaire de l'État (toutes pensions d'invalidité)	660	73,8	-	-	-	660	600
CNRACL (toutes pensions d'invalidité)	1 000	93,7	-	-	-	1 000	510
SNCF (toutes pensions d'invalidité) <sup>2</sup>	1 470	84,6	ns	ns	ns	1 480	670
RATP (toutes pensions d'invalidité) <sup>2</sup>	1 170	96,9	ns	ns	ns	1 230	660

F. P. : fonction publique ; ns : non significatif.

1. Afin d'assurer une bonne comparabilité entre régimes, une convention est appliquée : les anciens fonctionnaires reconnus invalides sont considérés comme bénéficiaires d'une pension d'invalidité avant l'âge d'ouverture des droits à la retraite, puis d'une pension de retraite après cet âge. À la SNCF et à la RATP, compte tenu de la part élevée des départs anticipés, l'ensemble des pensions d'invalidité sont considérées comme des pensions de retraite (voir fiche 21).

2. Dans les régimes de la SNCF et de la RATP, des pensions d'invalidité relevant de la législation du régime général sont versées aux assurés qui n'ont pas été affiliés suffisamment longtemps au régime. Certaines personnes sont classées comme percevant une pension de réforme (colonne autres pensions d'invalidité), mais reçoivent également une pension de catégorie 1, 2 ou 3.

**Note >** Les pensions renseignées incluent l'avantage de base et les majorations pour tierce personne versés en décembre 2015. Le montant est brut, c'est-à-dire avant application des prélèvements sociaux (CSG, CRDS, etc.)

**Champ >** Bénéficiaires d'une pension d'invalidité, vivants au 31 décembre 2016.

**Source >** DREES, EACR.

invalides de catégorie 1 s'établit à 510 euros en moyenne, contre 790 euros pour ceux de la catégorie 2 et 1 770 euros pour ceux de la catégorie 3. Les règles de calcul des pensions d'invalidité au régime général expliquent ces différences (voir fiche 21). Dans la fonction publique civile de l'État, le montant moyen de la pension d'invalidité est de 1 230 euros. La pension d'invalidité des femmes est inférieure à

celle des hommes dans l'ensemble des régimes. Le montant de la pension dépend en effet, à catégorie d'invalidité donnée, des derniers salaires perçus. Toutefois, les écarts de pension entre les femmes et les hommes sont moins marqués que pour les pensions de retraite (voir fiches 6 et 7) et sont inférieurs à 5 % à la MSA non-salariés, à la CNRACL, dans la fonction publique militaire de l'État et à la RATP. ■

**Pour en savoir plus**

- > **Aubert, P., Kuhn, L. et Solard, G.** (2016, octobre). Invalidité et minima sociaux : quels effets du passage de la retraite de 60 à 62 ans ? DREES, *Les Dossiers de la DREES*, 6.
- > **Montaut, A.** (2017, juillet). Organismes complémentaires : les sociétés d'assurances dominent la couverture des risques sociaux, sauf en santé. DREES, *Études et Résultats*, 1016.